



Le Russia-Gate est en train d'imploser

La véritable « collusion » existe entre des agents étrangers et les Démocrates

Par [Justin Raimondo](#)

Mondialisation.ca, 02 février 2018

[antiwar.com](#) 22 janvier 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Services de renseignements](#)

La fin du jeu approche : l'arnaque du Russia-Gate est sur le point d'être mise à nu, enfin. Même si le mémorandum dont on parle tant - et les informations sous-jacentes - compilé par les dirigeants de la Commission du renseignement de la Chambre des communes, sous la présidence de Devin Nunes (R-CA), n'a pas encore été publié, les députés qui l'ont lu en ont suffisamment parlé pour nous donner les éléments de base de ce qu'il contient. Préparez-vous donc à être choqués par ce que je considère comme l'aspect le plus scandaleux de cette affaire.

Tout d'abord, il est clair que le « dossier » payé par les néoconservateurs, par l'intermédiaire [du Free Beacon](#), puis repris par Hillary Clinton, a été soumis par le FBI au tribunal de la [FISA](#) comme base factuelle pour permettre une surveillance secrète du bureau de campagne de Trump, peut-être même Donald Trump lui-même. Le juge de la FISA n'aurait pas été informé de qui avait payé le dossier.

Dans [une interview](#) avec le *Daily Caller*, Joseph DiGenova, un ancien policier chevronné des forces de l'ordre, cite comme preuve d'un coup monté les détails [d'une opinion](#) du tribunal de la FISA (27 avril 2017) qui accusait l'administration Obama de mentir à la Cour et d'utiliser illégalement du matériel obtenu par ses campagnes d'espionnage. La cour a déclaré que les actions du gouvernement étaient « abusives » parce que le matériel volé avait été remis à des « entreprises ». Elle ne dit pas qui sont ces entreprises. À mon avis, comme celui de DiGenova, c'est Fusion GPS, la firme engagée pour salir Trump, et CrowdStrike, la firme de cybersécurité responsable du système de courriel de la DNC, que le FBI n'a jamais été autorisé à examiner.

Les comploteurs anti Trump ont construit une fiction très élaborée pour être soumise au tribunal de la FISA, l'ont présentée à celui-ci comme étant factuelle et l'ont utilisée comme base pour obtenir un mandat pour que l'administration Obama, en réalité pour le compte du bureau de campagne de Clinton, non seulement espionne le bureau de campagne Trump mais cherche aussi activement à le perturber.

Deuxièmement, et c'est pour cela, je pense, que le mémo et les renseignements sous-jacents sont si hautement classifiés, le facteur FBI / CIA dans cette opération n'est qu'une partie de l'ensemble. L'implication de « l'ancien » agent du MI6, Christopher Steele, plaide en faveur d'une implication britannique. Et bien sûr, ce n'est peut-être qu'une simple coïncidence si le chef du GCHQ, l'équipe d'espionnage britannique, a démissionné peu après que l'affaire Steele a été révélée. Il me semble pourtant que cela n'en soit pas une.

Et il n'y a pas que les Britanniques qui mènent leur propre guerre froide contre la Russie, déjà depuis bien avant que le Russia-Gate n'apparaisse dans ce pays. Un certain nombre d'autres services de renseignement étrangers auraient joué un rôle dans tout cela, y compris les Ukrainiens et les Estoniens, dont la haine virulente à l'égard de la Russie et la crainte des intentions pacifiques de Trump envers Moscou les motivaient suffisamment.

C'est la raison du différend entre les républicains au sujet de la publication du mémo : les « *internationalistes* » (qui ne sont pas particulièrement amicaux envers Trump) craignent que les relations avec nos « *alliés* » en prennent un coup. Ceux qui veulent le publier réalisent qu'avec des « *alliés* » comme cela, nous n'avons plus besoin d'ennemis.

Nunes, le député Trey Gowdy et Bob Goodlatte, président du Comité judiciaire, essaient maintenant de trouver [comment lancer](#) une « *procédure jamais utilisée auparavant* » pour libérer les preuves les plus juteuses, ainsi que les informations sous-jacentes qui épingle ces criminels pour avoir abusé du système FISA, espionné des Américains, détourné le processus électoral et, oui, s'être allié avec des puissances étrangères pour renverser et détruire la présidence Trump. [*Un cas typique de haute trahison, NdT*].

Si notre système fonctionne encore comme il se doit, beaucoup de ces gens iront en prison. Ce sont de crimes dont nous parlons. La Loi sur la surveillance du renseignement étranger, récemment renouvelée et dotée de pouvoirs encore plus étendus pour nous espionner, érige en crime le fait de présenter de fausses preuves au tribunal de la FISA : en vertu de [l'article 1809](#), la FISA érige en crime le fait pour quiconque de s'engager dans une surveillance électronique sous le signe de la « *légalité* » en présentant de fausses preuves. Pénalité : cinq ans d'emprisonnement et / ou une amende de 10 000 dollars.

Maintenant, les comploteurs essaient de détruire les preuves aussi vite que possible : le FBI vient d'informer le Congrès que les textos envoyés par les enquêteurs de Robert Mueller, Peter Strzok et Lisa Page, son amie avocat au FBI, remplis de discours anti-Trump et détaillant peut-être la fameuse « [police d'assurance](#) » dont Strzok parlait pour empêcher Trump d'entrer en fonction ou de fonctionner en tant que président, ont été détruits « [par erreur](#) ».

Mon sujet habituel est la manière dont les agences gouvernementales américaines cherchent à dominer, contraindre ou sinon changer illégalement des gouvernements étrangers par la force. Aujourd'hui, cependant, en période de décadence de l'Empire américain, je suis en train d'écrire au sujet d'une opération de changement de régime qui dépasse toutes les opérations de changement de régime, celle menée par des hauts fonctionnaires du gouvernement américain contre leur propre pays.

Mais qui ? Comment ? Pourquoi ?

Le « *comment* » est en train d'émerger, et je suis convaincu que des gens comme James Comey, Andrew McCabe et John Brennan font partie de l'histoire. L'autre partie concerne des ressortissants étrangers qui, je crois, sont profondément impliqués dans la genèse et la mise en œuvre de cette opération de démolition. Les discours de Trump sur une sortie de l'OTAN, une réduction des interventions militaires américaines à l'étranger, ainsi que son opposition à une nouvelle guerre froide avec la Russie, cette dernière en particulier provoquant la colère des Britanniques et des Européens de l'Est, menaçaient leur précieux « *ordre international* », sans parler de l'agenda politique de la clique de Davos.

Les Américains vont être choqués par la nature et l'ampleur de l'ingérence du FBI / CIA dans notre politique intérieure, mais ils seront également surpris de la façon dont nos espions dominant (pas influencer, dominer) ce qui passe pour du journalisme aujourd'hui. Ma main à couper qu'il n'y a pas un seul média « *grand public* » qui ne leur est pas redevable. La raison pour laquelle je dis cela avec tant de force, c'est que « *l'opération Descendre Trump* » n'aurait pas pu avoir lieu sans le genre de totale partisanerie dont nous sommes témoins depuis l'arrivée de Trump au pouvoir. Nous avons déjà vu ce genre de choses auparavant, mais pas dans ce pays. Nous l'avons vu en Ukraine, où la CIA et ses alliés pro-européens ont renversé un président élu, Ianoukovitch. Nous l'avons vu au Chili, quand ils ont renversé Salvador Allende, nous l'avons vu au Guatemala quand ils se sont débarrassés du président Jacobo Arbenz – bon sang, je pourrais passer le reste de la semaine à simplement énumérer leurs crimes.

Il était inévitable qu'ils essayent de faire la même chose en Amérique. Quelle ironie du sort ! Nous avons considéré nos alliés comme s'ils étaient nos satellites, mais qui tourne autour de qui ? La simple menace que les largesses américaines puissent être retirées, que nos « *alliés* » doivent commencer à payer leurs propres frais, et que nous voulions déchirer les nombreux liens qui pourraient nous plonger dans une guerre sur la moitié du globe, sans raison valable ; c'est ce qui a mobilisé le Parti de la guerre pour déclarer la guerre contre... son propre pays. Nous sommes devenus prisonniers de notre propre empire.

Quand tout cela sera terminé – si jamais c'est le cas – le Congrès devra rassembler son courage et examiner exactement ce qui s'est passé ici. Nous avons besoin d'une nouvelle [Commission Church](#) pour contrôler le FBI et la CIA – et les 16 autres agences de renseignement dont nous aurions inexplicablement besoin.

Tout cela, bien sûr, après que les coupables aient été jetés en prison.

Et pour la dernière fois : il ne s'agit pas de Trump. Il s'agit de préserver la république des États-Unis contre les agences de renseignement voyous et le FBI – une force de police nationale dont nous n'avons pas besoin, que les Fondateurs n'ont jamais imaginé, et qui s'avère être un danger mortel pour le système américain.

Justin Raimondo

Article original en anglais : [Russia-Gate Implodes. The real "collusion" is the alliance of foreign actors and the Democrats.](#) Anti War, le 22 janvier 2018.

Traduit par Wayan, relu par Cat pour [le Saker Francophone](#).

La source originale de cet article est [antiwar.com](#)
Copyright © [Justin Raimondo](#), [antiwar.com](#), 2018

Articles Par : [Justin Raimondo](#)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca